

**Romain Ducoulombier, University of Metz (France):**

**De la minorité de guerre au premier communisme français. Construire l'histoire et les archives de la scission de Tours.**

*Abstract:* Sur la base du vaste ensemble des nouvelles archives, l'article donne une nouvelle vision critique sur le mouvement de "régénération" des pratiques et des idées socialistes pendant la première guerre mondiale et menant à la constitution d'un "parti de type" nouveau avec la fondation du Parti communiste français comme Section Française de l'Internationale communiste en 1921. La relève militante en tant que résultat de ce processus de régénération l'explique beaucoup mieux que la thèse d'une greffe ou de d'un accident dominante dans l'historiographie depuis Annie Kriegel. Elle réhabilite en même temps les narratives antérieures sur la naissance du communisme français de Robert Wohl ou les documents contenus dans les Archives Humbert-Droz. L'auteur présente en même temps le concept d'une "jeune relève militante" contre celui d'un gap générationnel pour expliquer l'activité de la minorité socialiste contre la guerre et avance celui d'une histoire "enchassée" contre une explication trop accidentaliste ou événementielle.

« La III<sup>e</sup> Internationale nous demandait d'être fidèles à nous-mêmes » : c'est ainsi qu'Ernest Labrousse, dans un entretien avec l'historienne Danielle Tartakowsky, décrit l'état d'esprit de la jeunesse française livrée à l'activisme révolutionnaire par la Première Guerre mondiale<sup>1</sup>. Cette fidélité à soi, à l'idéal et au vrai parti socialistes forme le cœur de l'entreprise de régénération révolutionnaire du socialisme engagée par une jeune relève militante au sortir d'une guerre inédite par sa violence et son ampleur, avec l'aide morale et matérielle des bolcheviks parvenus depuis octobre 1917 à la tête du premier État révolutionnaire à vocation prolétarienne de l'histoire moderne.

Cette interprétation nouvelle des origines du communisme en France, que nous avons proposée dans notre thèse<sup>2</sup> contre les hypothèses de l'« accident » et de la « greffe » avancées par Annie Kriegel en 1963-1964<sup>3</sup>, s'appuie sur des archives inédites en même temps qu'elle invite à une relecture de sources classiques. La thèse d'Annie Kriegel, il est vrai, a joué un rôle fondamental dans la structuration du champ historiographique du communisme en France. En avançant l'idée d'une naissance accidentelle de la Section française de l'Internationale communiste (SFIC) en 1920, elle dotait l'objet « communisme » de son autonomie universitaire, investi par des historiens qui en devenaient les spécialistes. La rupture avec le socialisme, opérée dans l'ordre politique par la scission du congrès de Tours, se doublait d'une rupture dans l'ordre historiographique, par la revendication de la radicale étrangeté du communisme au socialisme français. Du même coup, la question des origines ou tout au moins des matrices du phénomène communiste passait tout à fait au second plan des préoccupations scientifiques de cette jeune et foisonnante historiographie, sinon sous la forme étriquée d'une histoire de filiations intellectuelles en fait retravaillées sans cesse par le Parti. Certes, Annie Kriegel avait consacré certains développements très

---

<sup>1</sup> Danielle Tartakowsky: Les Premiers communistes français, Paris, Presses de la FNSP, 1980, p. 37.

<sup>2</sup> Romain Ducoulombier: Régénérer le socialisme. Aux Origines du communisme en France (1905-1925), thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Marc Lazar, IEP de Paris, 2007.

<sup>3</sup> Annie Kriegel: Aux Origines du communisme français 1914-1920, 2 volumes, Paris, Mouton, 1964.

importants à la filiation syndicaliste révolutionnaire, approfondissant d'ailleurs la rupture avec la SFIO, alors que c'est en son sein, et non dans la CGT, que s'est produite la scission majoritaire. Mais on peut dire que, dans le sillage d'Annie Kriegel, la « question des origines », mais aussi du premier communisme français, est restée dans l'ombre.

### *L'historiographie du premier communisme français*

L'hypothèse de la greffe incitait en effet à chercher le moment où celle-ci avait, ou non, « pris ». Or, sur ce point, Annie Kriegel a hésité et varié tout au long de son œuvre. Élaborée alors que la présence communiste dans la politique française allait de soi, elle devient problématique dès lors que l'influence du Parti se rétracte. Ce n'est pas un hasard si le paradigme de la greffe est très présent dans l'historiographie du marxisme en général et du marxisme-léninisme en particulier, dont les modalités de diffusion transfrontalières posent d'épineux problèmes méthodologiques. La principale conséquence de cette interprétation a consisté à déporter le regard historien après la bolchevisation, aux dépens des premiers communistes français dont le sort historiographique était réglé par l'étude solide, mais jamais traduite en français, de Robert Wohl en 1966<sup>4</sup>. Essentiellement fondé sur la presse et les archives militantes alors disponibles, en particulier de Jules Humbert-Droz<sup>5</sup>, cet ouvrage élargissait à juste titre la période chronologique envisagée en amont comme en aval de Tours, et s'interrogeait dès ce moment sur la préhistoire des dissentiments de 1920. La guerre était une rupture dans le destin réformiste du mouvement ouvrier français, mais elle révélait en même temps les tensions qui s'y étaient accumulées. La coupure épistémologique qui sépare le communisme du socialisme se déplaçait en aval, vers la bolchevisation, engagée selon Robert Wohl à partir de mars 1924, lorsque le terme apparaît dans le *Bulletin communiste* sous la plume d'Albert Treint. L'idée selon laquelle le communisme s'est séparé du corps du socialisme français possède autrement dit sa propre histoire, sans jamais pourtant que ni l'un ni l'autre, malgré leurs divergences parfois violentes, n'aient cessé d'aspirer à la société socialiste. Après le moment historiographique des années 1960, c'est la fabrique du communisme français qui accapare les travaux portant sur la première génération communiste, que ce soit par l'histoire des structures de formation des cadres du Parti<sup>6</sup>, ou par le recours biographique<sup>7</sup>, sans pour autant remettre en cause le paradigme accidentaliste. Le premier communisme français est donc un objet isolé et original de l'historiographie du communisme français, dont les frontières de sens sont mouvantes. Mais c'est son étrangeté et son décalage supposés par rapport à la période stalinienne qui dominent encore largement sa représentation.

Les travaux de Robert Wohl ont eu peu d'influence et sont rarement cités. Ils complètent cependant un certain nombre de critiques émises par Jacques Julliard ou Tony Judt à l'encontre de l'hypothèse kriegélienne de l'accident<sup>8</sup>. L'un et l'autre ont insisté sur l'étude des « plantes rampantes » qui ont alimenté de leur sève le rameau communiste. Mais là encore,

---

<sup>4</sup> Robert Wohl: *French Communism in the Making, 1914-1924*, Stanford, Stanford University Press, 1966.

<sup>5</sup> Partiellement publiées dans Jules Humbert-Droz: *L'Œil de Moscou à Paris*, Paris, Paris, Julliard, 1964. Concernant l'édition des archives voir: Siegfried Bahne (ed.): *Archives de Jules Humbert-Droz. I: Origines et débuts des partis communistes des pays latins. 1919-1923*, Dordrecht, D. Reidel Publishing Company, 1970.

<sup>6</sup> Danielle Tartakowsky, *Les Premiers communistes français*, op. cit.

<sup>7</sup> Parmi d'autres travaux, Aurélien Durr: *Albert Treint. Itinéraire politique. 1914-1939*, Thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Jacques Girault, université Paris XIII, 2006; David Saint-Pierre: *Maurice Laporte. Une jeunesse révolutionnaire. Du communisme à l'anticommunisme. 1916-1945*, Laval, PU de Laval, 2006.

<sup>8</sup> Jacques Julliard: *Compte rendu de la thèse d'Annie Kriegel, Histoire du mouvement ouvrier français, 1914-1920. Aux origines du communisme français. Le Mouvement social* (1965), n°50, p. 121-127; Tony Judt: *Le Marxisme et la gauche française. 1830-1981*, Paris, Hachette, 1987 (1986), p. 30 : « L'idée que le marxisme a "ruiné" le socialisme en France, ou l'idée contraire, qu'il l'a "sauvé" en greffant le léninisme sur la tige brisée de la plante indigène, trahissent le même manque de discernement. [...] Il est pourtant des plantes rampantes qui indiquent une voie ».

leurs critiques sont restées marginales. Toute réflexion à nouveaux frais sur les origines du communisme en France réclamait nécessairement de se confronter à la masse de granit kriegélienne et à la « question des origines » d'une manière qui ne soit pas essentialiste. Cette confrontation est indissociable des sources sur lesquelles l'hypothèse de la régénération est bâtie.

#### *Le communisme et la longue durée de l'histoire du mouvement ouvrier*

L'accession à de nouvelles archives à Paris, Fontainebleau, Amsterdam et Moscou permet aujourd'hui de rendre à la naissance de la SFIC et singulièrement au congrès de Tours une signification qui est désormais perdue, alors qu'il avait fallu l'amoindrir, quatre décennies plus tôt, pour que l'histoire du communisme puisse se constituer en champ de recherche autonome. La lecture « accidentaliste » de sa naissance avait sans doute comme fonction accessoire de pratiquer une brèche dans l'histoire sainte de l'inéluctabilité de la rupture de 1920, et de dégager ainsi le regard historien du long procès en indignité intenté par les communistes à la social-démocratie européenne. Au sein du champ historien du communisme en constitution, le surgissement d'une interprétation hérétique de la naissance du Parti de Maurice Thorez n'était pas un simple événement scientifique. « Il va sortir sur la création de notre Parti une thèse d'Annie Kriegel, écrit ainsi l'historien Jean Charles à Maurice Thorez le 25 mars 1964. Cette étude a toute chance d'être violemment anticomuniste, étant donnée les orientations actuelles de cette dame. Et dans les milieux universitaires, elle troublera certains. À mon sens, c'est notre devoir de communiste de ne pas laisser aux adversaires le monopole de telles études, c'est notre devoir de nous emparer de tels sujets. Voilà tout, cher camarade Maurice Thorez<sup>9</sup> ».

Dès lors que l'histoire du communisme s'est close, c'est le sens même de ses origines qui réclame d'être actualisé. Le communisme apparaît désormais comme une bifurcation dans l'histoire longue du socialisme, comme une séquence particulière, dotée de ses caractéristiques propres, de la longue durée du mouvement ouvrier qu'il faut cesser d'envisager depuis l'intérieur des histoires singulières au fil desquelles chacun des partis qui en réclament la direction s'autonomise en s'individualisant. Socialisme et communisme appartiennent au contraire à cet âge du messianisme ouvrier, ouvert dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle pour s'achever dans les années 1970, et ancré dans un état spécifique du capitalisme français marqué par une industrialisation tardive, la lenteur de l'avènement d'une société assurancielle et l'homogénéisation relative d'une classe ouvrière dont la « condition » est reconnue tardivement et vécue comme une subordination<sup>10</sup>. Dans cette perspective, le congrès de Tours lui-même n'est qu'un épisode de l'histoire de la minorité de guerre, ou plus exactement des luttes, des divisions et des désillusions des diverses tendances qui ont traversé cet étrange objet militant, officiellement constitué entre l'hiver 1914 et le printemps 1915 en réaction à la politique majoritaire de défense nationale. L'histoire de la minorité de guerre ne s'est d'ailleurs pas terminée en 1920, mais quelque part entre 1923 et 1925, quand la plupart de ses leaders – Louis-Oscar Frossard, Pierre Monatte, Fernand Loriot, Alfred Rosmer et Boris Souvarine – sont exclus ou démissionnent de la SFIC. Cette expérience militante originale et avortée est un pivot de l'histoire du messianisme ouvrier moderne en France.

#### *Un bolchevisme à la française*

---

<sup>9</sup> Lettre de Jean Charles à Maurice Thorez, Besançon, 25 mars 1964. Archives Maurice Thorez, 626 AP/277.

<sup>10</sup> Robert Castel: Les Métamorphoses de la question sociale, Paris, Gallimard, Folio, 2007 (Fayard, 1995).

Entre 1919 et 1921, la jeune relève militante du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale, héritier du Comité pour la Reprise des Relations internationales (CRRI), engage avec le soutien de l'Internationale communiste le processus de construction d'un « parti de type nouveau » qui aura finalement raison de l'alliance circonstancielle qu'elle a passée à la veille de Tours avec l'ancienne « Reconstruction » gagnée au principe de l'adhésion après le retour de Frossard et Cachin de Russie à l'été 1920. Le Comité de la III<sup>e</sup> Internationale, en tant qu'organisation adhérente du Komintern, est en contact, mais non sous le contrôle étroit de ce dernier : la lutte sourde, en 1920, entre ses émissaires Stepan Minev, alias Vanini, et Alexandre Abramovitch est l'objet de vives critiques des militants de toutes tendances, finalement répercutées à Lénine par Clara Zetkin dans une lettre du 25 janvier 1921<sup>11</sup>. Le principe lui-même de la représentation n'est pas contesté, à l'exception notable de Frossard qui refuse d'assister aux tractations secrètes dans les coulisses du congrès : ce sont plutôt les méthodes d'influence auxquelles recourent ces émissaires dotés de mandats concurrents qui sont dénoncées, puisqu'elles impliquent une distribution discrétionnaire de la manne financière bolchevique<sup>12</sup>.

Le socialisme français, étranger au défaitisme révolutionnaire pendant la guerre, s'est déterminé devant le bolchevisme en fonction de la représentation de ses principes et de ses buts qu'il s'est construite. Les militants acquis à l'adhésion se composent un bolchevisme à partir de ce qu'ils lisent, du matériau traduit de propagande bolchevique qui leur parvient, mais aussi de ce qu'elle entend des militants revenus de l'Est, des rumeurs qui circulent. Insister sur l'écart de ces représentations à la réalité du bolchevisme telle qu'elle se livre après coup au témoin comme à l'historien interdit d'en comprendre l'efficacité. Celle-ci provient en effet de la distance à la norme socialiste française, réévaluée à l'aune de l'expérience de la guerre. Le communisme français est le fruit de ce double décalage – avec la réalité de la révolution russe, avec la réalité du socialisme français. Ce bolchevisme à la française mêle ainsi le vrai et le faux, l'imaginaire révolutionnaire et les préoccupations politiques et syndicales proprement françaises, aux formules et aux pratiques nouvelles promues par l'IC, pour façonner un idéal aux dimensions du problème qu'elle veut résoudre : la crise de conscience du socialisme français.

La plupart des jeunes socialistes de 1919, à l'instar de Boris Souvarine, ont cru sincèrement, jusqu'aux mois qui suivent le congrès de Tours, que les bolcheviks allaient « adapter » à la situation française les conditions qu'ils avaient imposées à l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, et ce même si ces militants ont alors le sentiment de faire un acte de ralliement inconditionnel à la révolution. Les statuts de ce qui s'appelle encore le « Parti socialiste/SFIC », progressivement subvertis par les exigences de la III<sup>e</sup> Internationale, correspondaient plutôt, en 1921, à ceux d'un parti socialiste rénové que d'un parti communiste bolchevisé. Ces statuts sont d'ailleurs fragiles, du fait de la superposition contradictoire de plusieurs textes fondamentaux : tout d'abord, les statuts officiels adoptés à Tours, qui prévoient en particulier, sur le modèle de la SFIO d'avant-guerre, une Commission des conflits indépendante, mais aussi les fameuses « 21 conditions », canonisées par leur inscription sur la carte d'adhérent, mais qui sous cette forme, n'ont jamais été adoptées par un vote militant, et enfin les statuts officiels de l'IC, dont l'article 9 autorise sa direction à exclure directement un membre ou un groupe de membres d'un parti national. Les conflits suscités par les contradictions de ces textes sont décisifs dans l'histoire du premier communisme français : les archives internes de la SFIC permettent de les suivre avec

---

<sup>11</sup> Lettre de Clara Zetkin à Lénine, 25 janvier 1921. In: Briefe Deutscher an Lenin, 1917-1923. Vertreter der deutschen Arbeiterbewegung im Briefwechsel mit Lenin, Berlin, Dietz Verlag Berlin, 1990, p. 211-213.

<sup>12</sup> Rapport de Clara Zetkin à Zinoviev, 1<sup>er</sup> février 1921. Rossiiskii gosudarstvennyi arkhiv social'no-politicheskoi istorii (RGASPI), Moscou, 528/2/72.

précision jusqu'à la réforme statutaire de 1925 – à mesure que la jurisprudence d'exception de l'IC parvient à s'imposer au parti français.

L'histoire de la naissance de la SFIC est donc une histoire enchâssée : enchâssée dans l'histoire de la guerre, de la gauche avant 1914, de l'Internationale communiste, mais elle ne se réduit à aucune d'elles. C'est cet enchâssement que l'hypothèse de la régénération essaie de recomposer, alors que l'hypothèse accidentaliste y introduisait une série de césures événementielles – 1914, 1918, 1920. La naissance de la SFIC est d'abord et avant tout la conséquence de ces crises en chaîne qui font trembler le socialisme français sur ses bases.

### *La crise de la conscience du socialisme français, 1914-1918*

Comment documenter cette crise ? Les historiens de la Première Guerre mondiale se sont heurtés à la difficulté d'exhumer des témoignages militants pendant la guerre. Or il est possible aujourd'hui de broser par l'archive un portrait plus nuancé de l'opinion militante socialiste face à la défense nationale et à l'effort de guerre. Ce renouvellement accompagne le besoin manifesté par certains historiens du Komintern de mettre l'accent sur une « histoire par le bas » de la construction des partis communistes européens<sup>13</sup>. Cette construction n'est pas seulement le fruit de l'imposition du modèle bolchevique par l'IC, mais également d'une adaptation stratégique et d'une adoption positive, par une nouvelle génération de cadres, de pratiques inédites ou renouvelées auxquelles le bolchevisme donne un nom. L'histoire de l'Internationale communiste, dans cette perspective, n'est plus seulement une histoire de l'internationalisme, mais une histoire transnationale, en plein renouvellement en ce qui concerne le marxisme et le socialisme avant 1914<sup>14</sup>, mais qui se trouve encore confondue avec les problématiques classiques de l'imposition/refus de la domination de la III<sup>e</sup> Internationale. Il y a autrement dit une histoire du vocabulaire communiste, des passeurs culturels de ce vocabulaire<sup>15</sup>, qui existe en marge de l'histoire des instances de l'IC et des institutions des partis-frères. La « question des cadres » et des écoles de formation<sup>16</sup> se trouve du même coup engagée.

Le communisme français prend son élan initial dans la crise de conscience du socialisme français qui s'ouvre avec le choc de 1914. L'absence d'insurrection contre la guerre et la marginalité des cas d'insoumission idéologique (sur laquelle on ne dispose cependant d'aucune étude d'histoire sociale solide à ce jour) ont masqué l'existence très précoce de cette crise profonde, symbolisée par le silence que s'imposent quelques rares militants à l'été et l'automne 1914. Le renouvellement de l'historiographie du premier conflit mondial n'a pas profité à la minorité de guerre, dont la geste héroïque, élaborée par ses protagonistes, s'est trouvée ensevelie sous le « consentement » à la défense nationale<sup>17</sup>. Cette crise est une crise d'identité, et elle se donne à voir dans des sources nouvelles, exclusivement françaises, que révèlent les dépouillements croisés de fonds récemment ouverts ou

---

<sup>13</sup> Jeremy Agnew, Kevin McDermott: *The Comintern. A History of International Communism from Lenin to Stalin*, London, McMillan, 1996, p. 15.

<sup>14</sup> Patrizia Dogliani: *Socialisme et internationalisme*. In: *Cahiers Jaurès* (2009), n°191, p. 11-31.

<sup>15</sup> L'épineuse question des traductions par le service de presse de l'IC est soulevée dans ce volume par Marie-Cécile Bouju.

<sup>16</sup> Danielle Tartakowsky: *Écoles et éditions communistes, 1921-1933. Essai sur la formation des cadres du PCF*, thèse de doctorat d'Histoire, sous la direction de Claude Willard, 2 volumes, 1977; Annie Kriegel: *Les Communistes français. 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985, ainsi que les travaux sur l'École Léniniste internationale (ELI) aujourd'hui très fournis.

<sup>17</sup> Sur ce point, nous nous permettons de renvoyer à Vincent Chambarlhac, Romain Ducoulombier (dir.): *Les Socialistes et la Grande Guerre. Militants, ministres, combattants de la majorité, 1914-1918*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2008.

négligés, en particulier les fonds Marcel Sembat et Albert Thomas des archives nationales<sup>18</sup> et le fonds méconnu de Charles Dumas, chef de cabinet de Jules Guesde entre 1914 et 1916 à l'Institut d'Histoire sociale<sup>19</sup>. Le portrait qui se dégage de cet ensemble extrêmement vaste de correspondances ouvrières et militantes est révélateur du caractère volatil de l'opinion socialiste pendant la guerre, tant elle est susceptible de s'enflammer sous l'effet de la révolte contre les élites vieilles du parti qu'elle recèle<sup>20</sup>. Certains fonds privés complètent ce riche gisement, tel celui de la famille Dispan de Floran, dont le fils Henry, rédacteur à *L'Humanité* en 1913, est tué au combat en 1918, le père Louis, socialiste proche de Charles Andler avant-guerre, reste à la « vieille Maison » en 1920 et la mère Thérèse, minoritaire pendant le conflit, proche du groupe des *Hommes du jour*, s'engage dans la SFIC après la scission. Cette dernière écrit d'ailleurs dans son journal de guerre, après la mort de son fils puis de son petit-fils, terrassé en 1919 par la grippe espagnole : « Pour moi, je n'ai d'ennemis que ceux qui ont voulu la guerre et l'ont prolongée, d'amis que ceux qui ont tout fait pour l'arrêter, quel que soit leur sexe, leur âge ou la langue qu'il parle<sup>21</sup> ». C'est ce gisement considérable, partiellement exploité, qui permet d'échapper au déterminisme défaitiste de la production archivistique policière des années de guerre, pour descendre au plus près de la masse militante socialiste. Et on reste frappé par la résignation des esprits et par l'appel à la fois permanent et flou à un grand règlement de comptes contre un ennemi indistinct – profiteurs, embusqués, traîtres au socialisme, députés corrompus – caractéristique du langage des dominés. Minorité et majorité, pendant toute la guerre, s'affrontent pour tirer parti de cette puissance mobilisatrice du « mécontentement<sup>22</sup> ».

### *La minorité au crible*

Que sait-on de la minorité ? Beaucoup, sans doute – et depuis longtemps, grâce à un intense besoin de publication de la part de ses anciens représentants<sup>23</sup>, mais travaux récents et nouvelles archives permettent désormais de réévaluer son rôle, ses personnels et ses effectifs. La constitution de la néo-majorité en 1918 n'achève pas son histoire ; ses effectifs réputés faibles doivent être revus à la hausse<sup>24</sup> ; ses personnels, enfin, ne sont pas issus d'une génération homogène mais d'un mélange complexe de milieux et de tendances. Il existe à l'évidence une continuité entre le Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI), le Comité de la III<sup>e</sup> Internationale et la « gauche » de la SFIC jusqu'en 1923-1924. Ces expériences en chaîne participent d'un nouvel activisme militant organisé en

---

<sup>18</sup> Archives Nationales (AN), Paris, archives Marcel Sembat, 637 AP/49. L'OURS conserve également un riche fonds Marcel Sembat sous les cotes 33 APO et 70 APO. Les archives d'Albert Thomas (AN, 94 AP), très mal classées, sont difficiles d'utilisation.

<sup>19</sup> Archives Charles Dumas, Institut d'Histoire sociale, Paris.

<sup>20</sup> Une révolte déjà documentée par Jean-Louis Robert: *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution*. Paris 1914-1919, Paris, Belles Lettres, 1995.

<sup>21</sup> Sur ce fonds exceptionnel, dont une partie seulement se trouve aux Archives d'Histoire Contemporaine (AHC) de l'Institut d'Etudes politiques (IEP) de Paris, nous renvoyons à notre étude à paraître : Romain Ducoulombier, « Entre minorité et majorité : la famille Dispan de Floran », colloque « Les socialistes et la Grande Guerre. Réseaux, parcours, expériences », organisé par Romain Ducoulombier et le Centre de Recherche Lorrain d'Histoire (CRULH), Université Paul-Verlaine de Metz, 26-27 mai 2009.

<sup>22</sup> Sur tous ces développements, nous nous permettons de renvoyer le lecteur à notre livre à paraître: Romain Ducoulombier: *Camarades ! La naissance du communisme en France*, Paris, Perrin, 2010.

<sup>23</sup> Parmi une bibliographie abondante, voir en particulier Colette Chambelland et Jean Maitron (eds.): *Syndicalisme révolutionnaire et communisme*. Les archives de Pierre Monatte. Préface d'Ernest Labrousse, Paris, Maspero, 1968; Alfred Rosmer: *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*. I: De l'Union sacrée à Zimmerwald, Paris, Librairie du Travail, 1936; Alfred Rosmer: *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*. II: De Zimmerwald à la Révolution russe, Paris, Mouton, 1959; Boris Souvarine: *Autour du Congrès de Tours*, Paris, Editions Champ libre, 1981; Archives de Jules Humbert-Droz, tome I, op. cit.; Henri Guilbeaux: *Lénine à Zimmerwald*, Paris, Éditions G. Mignolet & Storz, 1934; Léon Trotsky: *Le mouvement communiste en France. 1919-1939*. Textes choisis et présentés par Pierre Broué, Paris, Les Éditions de Minuit, 1967.

<sup>24</sup> François Ferrette: *Le Comité de la III<sup>e</sup> Internationale et les débuts du PC français (1919-1936)*, mémoire de maîtrise d'histoire, sous la direction de Claude Pannetier, Université Paris I, 2005.

une « machine » dont l'efficacité provoque la surprise chez les majoritaires<sup>25</sup>. Mais la démobilisation de 1919 et l'afflux de militants reconSTRUCTEURS ont renouvelé la base du « camp de l'adhésion », même si la Commission exécutive du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale en 1921 – quelques mois avant sa dissolution par l'IC – est encore à moitié composée d'hommes issus du CRRI. L'idée d'une rupture générationnelle a nourri le paradigme accidentaliste, mais la réalité est plus complexe, même s'il est impossible de recomposer avec précision la sociologie des groupes prosélytes minoritaires. Les cadres du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale se recrutent de manière privilégiée parmi les ouvriers (28%) et les instituteurs (21%)<sup>26</sup> – décalque caractéristique de la minorité de guerre, les femmes en moins. Mais s'il y a à l'évidence un renouvellement juvénile du militantisme ouvrier entre 1919 et 1921, certains « vieux » demeurent – c'est d'ailleurs un conflit structurant de Tours. Ni Monatte, ni Rosmer, ni Cachin, ni un second couteau comme Henri Cartier ne sont des « jeunes » ; à l'inverse, ces derniers, comme Paul Vaillant-Couturier, Treint, Souvarine ou Laporte n'ont pas une expérience combattante homogène. Sur tous ces points, le fonds dit « Panthéon » des Archives nationales, les archives de Fontainebleau et les fonds autobiographiques de l'IC offrent de nouveaux instruments au service d'une prosopographie de la minorité, véritable « Maitron dans le Maitron » qui mériterait un dictionnaire autonome.

Pour échapper à l'impasse du « gap » générationnel souvent invoqué pour justifier la césure de la guerre, il nous a semblé utile de recourir au concept de relève<sup>27</sup> – soit un groupe de militants, souvent jeunes mais pas nécessairement, dont la position subalterne est commune et nourrit un ressentiment activiste contre une direction perçue comme une oligarchie. Le Comité de la III<sup>e</sup> Internationale est tout à fait typique de ce prosélytisme : sur une centaine de cadres connus de ce Comité, 37 ont appartenu au mouvement socialiste avant 1914, 27 seulement ont adhéré après 1918 ; mais parmi les premiers, une toute petite minorité a occupé dans la SFIO des positions secondaires, en particulier fédérales, avant le conflit. La minorité de guerre est bien sortie des entrailles du Parti : sur sa presse, sa sociologie, ses pratiques, les archives du Centre des Archives Contemporaines (CAC) de Fontainebleau constituent un gisement fondamental, qui nous renseigne tout autant sur la sortie que sur l'entrée en militantisme<sup>28</sup>.

#### *Les sources du premier communisme français*

Le dernier bloc d'archives concerne la documentation de plus en plus vaste disponible sur le premier communisme français. Par commodité, on peut y distinguer deux ensembles : tout d'abord, les sources qui nous renseignent sur les coulisses de Tours. On ne sait pas tout de la genèse des « 21 conditions » et de la rédaction des motions d'adhésion. Là-dessus, le fonds Renoult, partiellement exploité par Jacques Girault, n'a pas révélé tout ce qu'il contient<sup>29</sup>. Le rapport de Clara Zetkin, adressé à Zinoviev après son passage à Tours, est l'autre pièce importante de ce renouvellement. Daté du 1<sup>er</sup> février 1921, il relate l'intervention de Zetkin lors du congrès et les tractations entre les différentes tendances du camp

---

<sup>25</sup> Rapport confidentiel de Louis de Brouckère à Marcel Sembat, 16 décembre 1916. AN, archives Marcel Sembat, 637 AP/49.

<sup>26</sup> François Ferrette, *op. cit.*, p. 124.

<sup>27</sup> Sur le concept de « relève », voir Olivier Dard: *Le rendez-vous manqué des relèves des années trente*, Paris, PUF, 2002; Olivier Dard, Étienne Deschamps (dir.): *Les relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre*, Bruxelles, Berne et Berlin, PIE-Peter Lang, 2005.

<sup>28</sup> Être rayé du Carnet B, comme l'anarchiste Roger Cibot en 1922, après avoir été condamné pour provocation de militaire à la désobéissance en 1905 (à 27 ans) et pour fausse monnaie en 1907 (CAC, 19940437-259-24162), ou y entrer, comme Maurice Thorez le 4 février 1925 (Archives Départementales du Pas-de-Calais, 1405-W-335) est un critère parmi d'autres de visibilité militante.

<sup>29</sup> Jacques Girault: À propos de la motion d'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale (octobre-novembre 1920). In: *Cahiers d'Histoire de l'Institut de Recherches marxistes*, n°3 (37), 4<sup>e</sup> trimestre 1980, p. 31-50.

favorable à l'adhésion<sup>30</sup>. Le congrès, en fait, est un événement plus confus qu'il ne l'est resté dans la mémoire militante et l'historiographie. Le rapport montre en effet qu'à son arrivée, Zetkin ignorait la décision de l'IC à propos de la présence ou non de Jean Longuet dans le nouveau parti. Elle s'en tenait donc à la dérogation exceptionnelle accordée par Lénine à Frossard et Cachin dans les « conditions » dont ces derniers avaient pris connaissance à Moscou dans l'été 1920. Certes, Zetkin est pour sa part hostile à Longuet, qui s'était selon elle *de facto* exclu de l'IC en participant à la conférence internationale de Berne, au début de décembre 1920. Mais lorsqu'elle prend la parole dans son célèbre discours de Tours, au milieu de l'intervention de Frossard, elle ignore le contenu du fameux télégramme de Zinoviev, qui lui a simplement été décrit comme « très moscoutaire » par Marcel Cachin. C'est d'ailleurs à la demande de ce dernier, et au moment indiqué par lui, que Zetkin monte sur la tribune. L'exclusion de Longuet n'est ni un hasard ni une manœuvre machiavélique : elle est un « événement » au sens fort du terme. Ce qui demeure partiellement énigmatique, ce sont les tractations qui décident les bolcheviks à exclure Longuet, même si leur message est clair : le parti communiste n'est pas le parti de la minorité. Cette dernière devait mettre cinq ans à le comprendre et à en tirer les conséquences.

Le second bloc d'archives concerne le premier communisme français à proprement parler. Il s'appuie sur les bobines microfilmées du PCF conservées aux Archives Départementales de Seine-Saint-Denis<sup>31</sup>, complétées par la documentation issue de différents fonds du RGASPI, en particulier du fameux « fonds français<sup>32</sup> ». Ces documents nous ont permis de décrire en détail certains processus à l'œuvre au sein du nouveau parti communiste, tels que l'élaboration de nouvelles pratiques inquisitoriales ou la subversion par l'IC des statuts votés à Tours. Ces processus sont fondamentaux pour comprendre la déconstruction progressive de l'univers militant issu de la minorité et la construction concomitante d'un « parti de type nouveau », doté de son propre référentiel. L'affaire dite de la « 22<sup>e</sup> condition » ou les débats autour du « grave précédent » que constitue, selon l'expression du député communiste Renaud Jean<sup>33</sup>, la nomination par l'IC des membres de la direction de la SFIC avant le congrès de Paris en 1922 sont quelques-uns des chantiers éclairés par ces archives. La lente maturation de la pratique de l'autocritique est exemplaire de cette « histoire par le haut et par le bas » de la construction du parti communiste comme section de l'IC qu'il est désormais possible de faire. D'abord perçue et adoptée comme une pratique positive par les militants communistes, elle devient un instrument du centralisme et un dispositif d'exclusion administrative aux mains du centre, face auquel les militants n'ont plus de protection efficace, du fait de l'émasculatation progressive de la Commission des conflits.

### *Conclusion*

Ce vaste ensemble d'archives permet de restituer dans toute son ampleur le mouvement de régénération des pratiques et des idéaux socialistes engagé par la guerre qui préside à la naissance d'un « type nouveau » de parti. C'est en son sein que la jeune relève militante de 1920 a cru trouver à la fois une réponse à la grande « trahison » de 1914 et aux contradictions du militantisme socialiste d'avant-guerre. L'hypothèse de la régénération ouvre ainsi la possibilité d'une réflexion sur les matrices culturelles et politiques du

---

<sup>30</sup> RGASPI, 528/2/72.

<sup>31</sup> En tout une dizaine de bobines, Archives Départementales de Seine-Saint-Denis, Bobigny.

<sup>32</sup> Conservé sous la côte 517 dans les fonds de l'Internationale communiste. Voir, pour une description raisonnée de ce fonds, Alexandre Courban, David François, Christian Oppetit, Serge Wolikow: Guide des archives de l'Internationale communiste. 1919-1943, Dijon, Archives nationales & MSH Dijon, 2009, p. 287-294.

<sup>33</sup> Commission française, IV<sup>e</sup> Congrès de l'IC, 2 décembre 1922. RGASPI, 491/1/206, 7.

communisme français, et d'une histoire sur la longue durée des élites politiques du « quatrième État » dans laquelle le communisme français s'inscrit pleinement.